

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

ADA

Société anonyme au capital de 2 534 619,76 €

Siège social : 22/28, rue Henri Barbusse, 92585 Clichy.

338 657 141 R.C.S. Nanterre.

A. – Comptes consolidés du groupe Ada au 30 juin 2007.

I. – Bilans consolidés condensés au 30 juin 2007 et 31 décembre 2006 en normes IFRS

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/07	31/12/06
Ecarts d'acquisition nets	note 11	5 569	5 044
Immobilisations incorporelles nettes	note 10	3 072	3 065
Immobilisations corporelles nettes	note 12	1 124	1 117
Participation dans les entreprises associées	note 13	-31	-33
Autres actifs financiers non courants	note 14	596	561
Actifs d'impôt différé	note 8	279	319
Total des actifs non courants		10 609	10 073
Stocks et en-cours nets		155	24
Créances clients et comptes rattachés net	note 15	9 774	9 690
Autres actifs courants	note 16	8 484	12 333
Actifs d'impôts exigibles	note 16	321	321
Charges constatées d'avances	note 17	1 021	711
Trésorerie et équivalents de trésorerie	note 18	3 740	3 299
Total des actifs courants		23 495	26 378
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
Total actif		34 104	36 451

Passif	Notes	30/06/07	31/12/06
Capital		2 535	2 535
Réserves consolidées		-2 908	-2 789
Primes et autres réserves		2 562	2 009
Résultat de l'exercice		215	405
Capitaux Propres part du groupe		2 404	2 160
Intérêts minoritaires		-212	-145
Capitaux propres totaux	note 19	2 192	2 015
Provisions non courantes	note 20	312	402
Dettes financières à long terme	note 21	1 589	1 067
Impôts différés passifs	note 8	0	0
Total passifs non courants		1 901	1 469

Provisions courantes	note 20	140	214
Dettes financières à court terme	note 21	5 415	7 220
Dettes fournisseurs	note 22	8 959	8 647
Autres passifs courants	note 22	15 467	16 886
Comptes régulation		30	0
Total passifs courants		30 011	32 967
Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
Total passif		34 104	36 451

II. – Comptes de résultats consolidés condensés des premiers semestres 2006 & 2007 en normes IFRS

(En milliers d'euros)

		30/06/07	30/06/06
Revenus		17 859	16 594
Produits des activités ordinaires :	note 5	17 859	16 594
Achats et variations de stocks		-181	-192
Charges externes		-12 837	-12 143
Charges de personnel	note 6	-2 926	-2 934
Impôts et taxes		-411	-378
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-1 010	-1 101
Autres produits et charges d'exploitation	note 6	-216	257
Total charges d'exploitation		17 581	-17 082
Résultat opérationnel		278	103
Quote Part dans le résultat net des entreprises associées	note 13	0	-59
Résultat des activités ordinaires		278	44
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		35	13
Coût de l'endettement financier brut		-119	-115
Coût de l'endettement financier net	note 7	-84	-102
Impôts sur les bénéfices	note 8	-42	-93
Résultat des activités abandonnées			
Résultat net consolidé total		152	-151
Résultat revenant aux Minoritaires		-63	-1
Résultat Net part du groupe		215	-150
Résultat net par action	note 9		
- de base		0,13	- 0,09
- dilué		0,13	- 0,09

III. – Tableaux de flux de trésorerie consolidés condensés des premiers semestres 2006 & 2007 en normes IFRS

	30/06/07	30/06/06
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat net	215	- 150
Part des minoritaires	- 63	- 1
Quote-part dans le résultat sociétés en équivalence	0	59
Dividende reçu des sociétés mises en équivalence	0	2
Dotations nettes aux amortissements	540	503
Dotations nettes des provisions	- 164	- 150

Dotations sur écarts d'acquisition		
Charges calculées liées aux paiements en actions	30	9
Plus et moins-values de cession d'actifs immobilisés	245	- 259
Impôts différés	40	44
Intérêts financiers nets	84	102
Capacité d'autofinancement	927	159
Variation des frais financiers		
Variation des stocks	- 131	76
Variation des créances clients et comptes rattachés	- 84	- 2 332
Variation des dettes fournisseurs	312	87
Variation des autres créances et dettes	3 140	- 782
Variation des comptes de régularisation	- 267	- 648
Variation sur actifs/passifs destinés à être vendus	0	71
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	2 970	- 3 528
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 897	- 3 369
Opérations d'investissement		
Décaissement / acquisitions immos incorporelles	-418	-202
Décaissement / acquisitions immos corporelles	- 1 983	- 2 037
Décaissement / acquisitions immos financières	-82	-56
Encaissement / cession d'immos corporelles	1 591	1 480
Encaissement / cession d'immos incorporelles	0	0
Encaissement / cession d'immos financières	44	164
Décaissements sur acquisitions d'agences	- 525	- 1 001
Encaissements sur cessions d'agences	4	660
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 1 369	- 992
Opérations de financement		
Augmentation de capital		9
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		
Variation des autres fonds propres		
Variation du compte courant	- 720	3 020
Encaissement provenant des lignes de crédit	4 077	7 305
Décaissement provenant des lignes de crédit	- 5 204	- 8 061
Décaissements provenant du remboursement de crédit-bail	- 289	- 145
Intérêts financiers nets versés	- 114	- 113
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 2 250	2 015
Variation de trésorerie	278	- 2 346
Trésorerie nette à l'ouverture	549	281
Trésorerie nette à la clôture	827	- 2 065

IV. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés sur le premier semestre 2007 et sur l'exercice 2006.

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes et réserve légale	Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/06	2 535	10 812	- 11 616	1 731	0	1 731
Augmentation capital	0	9		9	0	9

Résultat 1er sem 2006			- 150	- 150	- 1	-151
Réserves stocks-options			9	9	0	9
Variation de périmètre				0	- 34	-34
Capitaux propres au 30/06/06	2 535	10 821	11 757	1 599	- 35	1 564
Résultat 2ème sem 2006			555	555	- 88	467
Réserves stocks-options			6	6	0	6
Variation de périmètre					-22	-22
Capitaux propres au 31/12/06	2 535	10 821	- 11 196	2 160	- 145	2 015
Résultat 1er sem 2007			215	215	- 63	152
Réserves stocks-options			30	30		30
Variation de périmètre			-1	-1	-4	-5
Capitaux propres au 30/06/07	2 535	10 821	- 10 952	2 404	-212	2 192

Au 30/06/07 le nombre d'actions s'élève à 1 677 844 dont 1 201 495 actions à vote double

V. – Notes annexes aux comptes consolidés condensés

1. – Informations relatives à l'entreprise

Le groupe ADA est une société anonyme de droit français, immatriculée en France soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. ADA a été constituée le 5 septembre 1986 et la société expirera le 4 septembre 2085, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle a son siège au 22/28 rue Henri Barbusse – 92 110 CLICHY (France) et est cotée à Paris. La société a pour principale activité, le développement et l'animation d'un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l'enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Par ailleurs, ADA exploite directement certaines agences.

Les états financiers consolidés condensés reflètent la situation comptable d'ADA et de ses filiales (le « Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euro arrondis au millier le plus proche.

En date du 25 juillet 2007, le Conseil d'Administration a arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2007 et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 30 juin 2007.

2. – Principes comptables et modalités de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2006, à l'exception des normes et interprétations d'application obligatoires pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2007. Le Groupe n'a anticipé aucun amendement, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 30 juin 2007 au sein de l'Union Européenne.

a) Calcul de l'impôt

— Le calcul d'impôt de la période est le résultat du produit du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période avant impôt retraité des éléments passibles de l'impôt au taux réduit. Par exception, l'impôt au taux réduit est calculé sur la base d'imposition réelle. L'estimation du taux effectif annuel d'impôt prend notamment en considération la reconnaissance prévue sur l'exercice des actifs d'impôt différé précédemment non reconnus.

b) Nouvelles normes IFRS applicables à compter du 1er janvier 2007

Les Normes et interprétations nouvellement applicables à partir du 1er janvier 2007 sont les suivantes:

- IFRS 7 *Informations à fournir sur les instruments financiers* – norme publiée en août 2005
- Amendements à IAS 1 relatifs aux informations sur le capital
- IFRIC 10 *Information financière intermédiaire et dépréciation* – interprétation publiée en juillet 2007
- IFRIC 9 *Réexamen des dérivés incorporés* – interprétation publiée en mars 2006.
- IFRIC 8 *Champ d'application d'IFRS 2* – interprétation publiée en janvier 2006
- IFRIC 7 *Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29* – interprétation publiée en novembre 2005

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur le semestre clos le 30 juin 2007.

Les états financiers du Groupe au 30 juin 2007 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes publiées au 30 juin 2007 mais dont l'application n'est pas obligatoire. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation :

- IFRS 8, « *Segments opérationnels* », applicable pour les exercices ouverts à compter du 01/01/09.
- Amendements de la norme IAS23 : « *coûts d'emprunts* », applicable aux exercices ouverts à compter du 01/01/09
- L'interprétation IFRIC 12: « *Concessions de services* », applicable pour les exercices ouverts à compter du 01/01/08.
- L'interprétation IFRIC 11 : « *Actions propres et transactions intra-groupe* », applicable pour les exercices ouverts à compter du 01/03/2007.

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces normes et interprétations sur les résultats consolidés, la situation financière la variation de trésorerie et le contenu des annexes aux comptes est en cours. Le groupe n'anticipe pas, à ce stade de sa réflexion, d'impact significatif sur ses états financiers.

3. – Périmètre de consolidation

SOCIÉTÉS	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Activité
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés
SAPN	100 %	I.G.	Agences de location courte durée
ROOSEVELT RENT	99,84 %	I.G.	Agences de location de Bordeaux. N'a plus d'activité depuis le 31/12/03 du fait de la cession du fonds de commerce
EDA	99,94 %	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules, loueur de fonds notamment aéroportuaires, agences de location
HOLIDAY BIKES	100,00 %	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA et franchiseur deux roues
TOP 49	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
CANNADA	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
DEFENSE Location	52,00 %	I.G.	Agence de location courte durée, vendue au premier semestre
ISSY Location	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
NEUILLY Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
LIMOGES Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
LILLE Location	52,00%	I.G.	Agence de location courte durée
NANCY Location	52,00%	I.G.	Agence de location courte durée
KEYVANNE	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
PARTENAIRE RENT	52,00%	I.G.	Agence de location courte durée
ADA-BOX	50,00%	I.P.	Agence de location courte durée
SAINT TROPEZ Location	48,00%	M.E.Q.	Agence de location courte durée
Epifani Location	25,20%	M.E.Q.	Agence de location courte durée. N'a plus d'activité depuis 2005

Au cours du 1er semestre 2007, le groupe a cédé 48% de la société Partenaire Rent (détenue à 100%) et a créé la société Saint-Tropez Location, qu'il détient à 48%.

a) Acquisition et cession d'agences lors du premier semestre 2007

Dans le cadre de son effort de développement de son réseau de franchisés, lors du semestre, ADA a fait l'acquisition de 5 nouvelles agences en propre (Saint Michel sur Orge, Paris 12ème, Royan, Angers, et Nation).

Les acquisitions du 1er semestre 2007 ont été traitées comme des regroupements d'entreprises selon IFRS 3 et ont donné lieu à la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 525 K€ dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2007, correspondant à des éléments non identifiables. Ces écarts d'acquisition seront testés selon IAS 36 lors de chaque clôture annuelle. Le montant alloué aux immobilisations est de 68 K€.

Les conséquences de ces acquisitions dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2007 sont :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 3 K€
- une amélioration du résultat net de 3 K€.

Si ces agences avaient été acquises dès le 1er janvier 2007, l'impact sur les comptes consolidés résumés au 30 juin 2007 aurait été le suivant par rapport aux comptes présentés :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 14 K€
- une amélioration du résultat net de 14 K€

4. – Information sectorielle

En application d'IAS 14 « information sectorielle », le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité. Cette distinction est fondée sur l'établissement du reporting interne de ADA, à partir duquel le management de la société suit de façon distincte les performances et la rentabilité de chaque secteur.

L'ensemble de l'activité du groupe est réalisé en France sans distinction régionale. Par conséquent, il n'existe qu'un seul secteur géographique. La définition des secteurs d'activité est développée dans l'annexe aux comptes annuels 2006.

Saisonnalité de l'activité :

En raison du caractère saisonnier du secteur de la location automobile, un chiffre d'affaire et un résultat d'exploitation plus élevés sont attendus lors de la seconde partie de l'année. La période estivale représente le pic annuel d'activité, cette période étant favorable à la location automobile.

Secteurs d'activité :

Le tableau suivant présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits des activités ordinaires et les résultats au 30 juin 2007 et 30 juin 2006.

Dans le tableau ci-dessous, la "location courte durée" regroupe l'activité liée à la location de voiture via les agences détenue directement par ADA. L'activité liée au développement et à l'animation par ADA d'un réseau de franchisés est regroupée sous le nom de "services du franchiseur".

(en milliers d'euros)	Services du franchiseur		Location courte durée		Consolidé	
	30/06/07	30/06/06	30/06/07	30/06/06	30/06/07	30/06/06
Produits des activités ordinaires Ventes à des clients externes	14 510	13 167	3 349	3 427	17 859	16 594
Résultat d'exploitation	1 938	1 306	-1 660	-1 203	278	103

La présentation du chiffre d'affaires du premier semestre 2006 a été du montant du chiffre d'affaires internet (591 K€) réalisé par le réseau de franchisés. Cette correction est sans incidence sur le résultat d'exploitation et le résultat net du premier semestre 2006. Ce changement avait déjà pris en compte dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2006.

5. – Produits et charges

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/07	30/06/06
Charges salariales		1 927	1 979
Charges sociales		964	939
Retraites		5	7
Charges liées aux paiements en action	note 19	30	9
Total		2 926	2 934

L'évolution de l'effectif moyen s'établit ainsi :

	30/06/07	30/06/06
Cadres	37	37
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	78	82
Total	115	119

6. – Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/07	30/06/06
Gain/ Perte sur cession d'immobilisations incorporelles	0	364
Gain/perte sur cession d'immobilisations corporelles	- 253	- 183
Gains/perte sur cession d'immobilisations financières	7	78
Indemnités diverses		
Perte sur créances irrécouvrables		
Autres produits/frais de gestion	49	29
Amendes	- 19	- 31
Total	- 216	257

7. – Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	30/06/07	30/06/06
-----------------------	----------	----------

Lignes de crédit et découverts bancaires	- 88	- 106
Intérêts sur comptes courants		
Charges financières au titre des contrats de crédit-bail	-31	-9
Total des charges financières	- 119	- 115
Produits d'intérêts bancaires	0	0
Divers	35	13
Total des produits et charges financiers	- 84	- 102

8. – Impôts sur le résultat

La charge d'impôt au 30 juin 2007 et 30 juin 2006 est principalement composée de :

(en milliers d'euros)	30/06/07	30/06/06
Compte de résultat consolidé		
Impôt exigible :		
Charge d'impôt exigible (IFA)	- 2	- 49
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	0	0
Impôt différé :		
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporaires	- 40	- 44
Afférents à une diminution des taux d'impôt	0	0
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	- 42	- 93

La charge d'impôt est essentiellement liée à la perte définitive des IFA et à la non activation d'impôts différés sur les déficits reportables générés par ses filiales non intégrées fiscalement.

Les déficits fiscaux reportables non utilisés s'élèvent à 10 825 K€ au 30 juin 2007 et à 11 204 K€ au 31 décembre 2006. Ils représentent une économie future d'impôts de 3 608 K€ au taux actuel.

Par ailleurs, le montant des différences temporaires est de - 40 K€ au 30/06/07 et - 44 au 30/06/06.

Le périmètre d'intégration fiscale composé jusqu'au 31/12/2006 des sociétés ADA, SAPN, EDA, Roosevelt Rent et Holiday Bikes s'est agrandi au 01/01/2007 avec l'entrée des sociétés Cannada, Issy Location, Keyvanne, Limoges Location, Neuilly Location et Top 49.

9. – Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des effets dilutifs des options de souscriptions.

Méthode de calcul de l'effet dilutif :

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions. Cette méthode consiste à diviser le prix d'exercice des instruments de dilution en circulation, augmenté de la charge de stock-options restant à reconnaître, par le cours moyen de l'action sur la période et à déduire ce nombre d'actions propre ainsi calculé (que pourrait racheter la société avec ce prix d'exercice) du nombre d'options total pour trouver le nombre d'options dilutives à retenir pour le calcul du résultat dilué.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

Résultat par action :

(en milliers d'euros)	30/06/07	30/06/06
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	215	-150
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 667 844	1 667 844
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	3 848	2 605
Effets dilutifs sur attribution d'actions gratuites	3 899	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	1 675 591	1 670 449

Résultat par action	0,13	- 0,09
Résultat dilué par action	0,13	- 0,09

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives. En 2006 ainsi qu'au 30 juin 2007, l'effet dilutif est non significatif.

10. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Marques, licences	Droit au bail	Total
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	2 724	341	3 065
Acquisitions	923	63	986
Cessions	- 602		- 602
Dotations aux amortissements	- 377		- 377
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	2 668	404	3 072
Au 31 décembre 2006			
Coût (valeur comptable brute)	4 617	341	4 958
Amortissements et dépréciations cumulées	- 1 893		- 1 893
Valeur nette comptable 31 décembre 2006	2 724	341	3 065
Au 30 juin 2007			
Coût (valeur comptable brute)	4 903	404	5 307
Amortissements et dépréciations cumulées	- 2 235		- 2 235
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	2 668	404	3 072

L'augmentation du poste « Marques, licences » est principalement due aux investissements liés au développement du système d'information (en location financement) du réseau d'agences et de la gestion de la flotte.

11. – Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros)	Écarts d'acquisition	Écarts sur achat	Total
	réseau ADA	Isolé d'agence	
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	2 599	2 445	5 044
Acquisitions		525	525
Cessions			
Dotations aux amortissements			
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	2 599	2 970	5 569
Au 31 décembre 2006			
Coût (valeur comptable brute)	5 782	2 459	8 241
Amortissements et dépréciations cumulées	- 3 183	- 14	- 3 197
Valeur nette comptable 31 décembre 2006	2 599	2 445	5 044
Au 30 juin 2007			
Coût (valeur comptable brute)	5 782	2 984	8 766
Amortissements et dépréciations cumulées	- 3 183	- 14	- 3 197
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	2 599	2 970	5 569

L'augmentation correspond à l'acquisition au cours de l'exercice 2007 des agences de Paris 12, Royan, Angers, Saint Michel sur Orge et Nation. En accord avec la norme IAS 36, ADA a vérifié les indices de pertes de valeur et n'a pas eu à effectuer de test de perte de valeur sur les écarts d'acquisitions. Ce test sera réalisé au 31/12/07.

12. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillages	Autres Immob.	Total
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	67	0	1 050	1 117
Acquisitions		1	1 986	1 987
Cessions			- 1 818	- 1 818
Dotations aux amortissements	- 25		-137	-162
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	42	1	1 081	1 124
Au 31 décembre 2006				
Coût (valeur comptable brute)	389	11	3 424	3 824
Amortissements et dépréciations cumulées	- 322	- 11	- 2 374	- 2 707
Valeur nette comptable 31 décembre 2006	67	0	1 050	1 117
Au 30 juin 2007				
Coût (valeur comptable brute)	389	12	3 465	3 866
Amortissements et dépréciations cumulées	- 347	- 11	- 2 384	- 2 742
Valeur nette comptable au 30 juin 2007	42	1	1 081	1 124

13. – Titres mis en équivalence

Le groupe ne détient plus que la société EPIFANI Location qui n'a plus d'activité depuis 2005, et la société St Topez Location détenue à 48%. Le démarrage de son activité en juin 2007 est non significatif au 30/06/07.

14. – Autres actifs financiers non courants

	31/12/06	Augmentation	Diminution	30/06/07
Prêts au personnel et autres prêts	195		6	189
Dépôts et cautionnements	366	78	37	407
Total	561	78	43	596

15. – Créances clients

Les créances ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 90 jours.
Les créances clients nettes s'élèvent à 9 774 K€, ces créances ont une échéance à moins de 1 an.

16. – Autres créances et actifs d'impôts exigibles

	30/06/07	31/12/06
Créances fiscales et sociales	2 152	2 251
Créances vis-à-vis des constructeurs	3 554	6 594
Débiteurs divers	2 778	3 488
Sous-Total	8 484	12 333
Actifs d'impôts exigibles	321	321
Total	8 805	12 654

Les débiteurs divers correspondent principalement à des créances sur les assureurs dans le cadre de recours suite aux sinistres pour 749 K€ (vs 807 K€ en 2006), des comptes courants pour 874 K€ (vs 791 K€ en 2006), des produits de ventes de fonds sous séquestre pour 487 K€ (vs 647 K€ en 2006).

17. – Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent notamment à des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur, à des loyers immobiliers.
Le montant des charges constatées d'avance est de 1 021 K€ au 30/06/07 contre 711 K€ au 31/12/06.

18. – Trésorerie nette

La trésorerie nette se décompose des éléments suivants :

	30/06/07	31/12/06
Comptes bancaires débiteurs	3 740	3 299
Sicav à courte durée	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 740	3 299
Soldes créditeurs bancaires	- 2 913	- 2 750
Trésorerie nette	827	549

19. – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes etréservelégale	Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 31/12/06	2 535	10 821	- 11 196	2 160	- 145	2 015
Résultat			215	215	-63	152
Réserves stock-options			30	30		30
Variation de périmètre			-1	-1	- 4	-5
Capitaux propres au 30/06/07	2 535	10 821	- 10 952	2 404	- 212	2 192

Au cours du premier semestre 2007, aucun dividende n'a été distribué.

Aucun nouveau plan d'émission d'option donnant droit à l'achat d'actions et/ou à la souscription d'actions nouvelles de la société n'a été mis en place depuis la clôture au 31/12/06.

Réserves de stocks Options (plans existant au 31/12/06)

La charge cumulée au 30 juin 2007 depuis l'attribution des options et actions gratuites s'élève à 115 K€ sans impact sur les capitaux propres totaux puisque la réserve de stocks options est créditée en contrepartie de la charge constatée au compte de résultat.

La charge constatée dans le résultat du semestre s'élève à 30 K€.

20. – Provisions

	31/12/06	Mouvement de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30/06/07
Provisions pour risques et litiges	354		31	126		259
Provisions pour impôts	6					6
Provision Indemnité départ en retraite	42		5			47
Total provisions non courantes	402		36	126		312
Total provisions courantes	214		100	174		140
Totaux	616		136	300		452

Les provisions courantes correspondent principalement à :

- une provision pour frais de remise en état contractuellement dus en fin de période de location des véhicules pour 77 K€
- une provision pour frais liés à la résiliation de contrat de franchise pour 23 K€

21. – Emprunts et dettes financières

	30/06/07	31/12/06
Dettes financières liées au crédit-bail	1 556	1 018
Dettes financières à long terme sur emprunts bancaires	33	82
Total des dettes financières à long terme	1 589	1 100
Dettes financières sur lignes de crédits et emprunts bancaires	2 184	3 880
Dettes financières à court terme de crédit-bail	318	557
Soldes créditeurs bancaires	2 913	2 750

Total des dettes financières à court terme	5 415	7 186
Total des emprunts et des dettes financières	7 004	8 287

Les dettes financières sur lignes de crédit correspondent au financement, sur une durée de 6 mois, des acquisitions de véhicules exploités en agence. Elles sont adossées à un engagement de rachat par les constructeurs de ces mêmes véhicules. La contrepartie de ces dettes financières correspond d'une part, à une créance à hauteur de l'engagement de rachat, et d'autre part, à des charges de loyers à étaler sur la durée de détention des véhicules (cf notes 16 et 17).

22. – Dettes fournisseurs et autres passifs courants

(En milliers d'euros)	30/06/07	31/12/06
Dettes fiscales et sociales	3 348	3 542
Dettes vis à vis des constructeurs	152	293
Comptes courants créditeurs	11 816	12 536
Avoirs à émettre	103	111
Dettes diverses	48	404
Total des autres passifs courants	15 467	16 886
Dettes fournisseurs	8 959	8 647
Total	24 426	25 113

L'ensemble des dettes n'a pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détentions de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours. Le compte courant sans échéance vis-à-vis de la société mère a été classé en autres passifs courants.

23. – Autres engagements

Engagements sur locations de véhicules :

	Total 30/06/07	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 31/12/06
Engagements donnés :					
Créances mobilisées envers la banque	404	404			1 967
Paiements sur contrats de location simple envers les étab. financiers	9 991	9 160	831		6 885
Engagements reçus :					
Paiements sur contrats de location simple de la part des franchisés	7 742	7 169	573		5 872

Une partie de la flotte fait l'objet de contrat en location simple dans le cadre de montage structuré tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur. Dans le protocole d'accord le constructeur s'engage à reprendre le véhicule à la fin de la période de location au prix d'une valeur résiduelle contractuelle.

Engagements sur contrat de crédit-bail :

La valeur brute des immobilisations financées est de 2 660 K€, le montant des amortissements est de 725 K€ et la valeur nette au 30 juin 2007 s'élève à 1 935 K€.

Le montant des redevances payées au cours du premier semestre s'élèvent à 319 K€, le montant des redevances restant à payer s'élèvent à 2 420 K€, dont 596 K€ à moins d'un an.

Cautions bancaires

Au 30/06/07 aucune nouvelle caution bancaire n'est à ajouter à la liste des cautions bancaires données dans l'annexe au 31/12/06, mais la société EDA s'est désengagée de 39 K€ pour l'aéroport d'Orly et de 48 K€ pour l'aéroport de Roissy, la société SAPN s'est désengagée de 13 K€ pour la trésorerie de Paris 18ème.

24. – Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est G7 Entreprises, l'ultime société mère du groupe est la S.A.S. Copag.

Le groupe entretient des relations avec des filiales du groupe G7 Entreprises et avec son Conseil d'Administration.

Il n'existe pas de nouvelle convention depuis le 31/12/2006.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées lors du premier semestre 2007 :

(En milliers d'euros)	Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
<i>Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA</i>				
Copag	17	141	8	84
G7		135		11 688
<i>Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA</i>				
Nep Services		40		8
Assistance et Conseil	15	13	4	15
Pragmatik	8	207	5	267
Sngt		38		11
Home Box	10		29	
Sérénis	1	77		62
Novarchive		15		6
Mgf	22	12	8	5
MGF Evolutions	19		6	
Allo Taxi	14	107	5	109
Total Général	106	785	65	12 830

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix du marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Il n'y a pas de rémunérations allouées au titre de la période aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction, et de surveillance. Les options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction restent inchangées par rapport au 31 décembre 2006 et s'élèvent à 41 691.

La charge enregistrée au 30 juin 2007 s'élève à 30 K€.

25. – Evènements importants postérieurs à la clôture

Néant

B. – Rapport d'activité semestriel.

Activité de l'enseigne.

(en millions d'euros)	1er semestre 2006	1er semestre 2007	Variation
Franchisés et locataires gérants	37,7	39,6	5,0 %
Succursales	3,1	3,1	
Chiffre d'affaires de location de véhicules enseigne	40,8	42,7	4,7 %

Le chiffre d'affaires de l'enseigne ADA au 30 juin 2007 s'établit à 42,7 M€ et se décompose comme suit : 39,6 M€ pour les franchisés et locataires gérants et 3,1 M€ pour les succursales.

Comptes semestriels (en normes IFRS)

Chiffres consolidés :

(en millions d'euros)	1er semestre 2006	1er semestre 2007	Variation
Services du franchiseur	13,2	14,5	+ 9,8 %
Courte durée	3,4	3,4	-
Chiffre d'affaires consolidé	16,6	17,9	+ 7,8 %

Le chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre : Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 17,9 M€ en progression de 7,8 % avec un chiffre d'affaires de la courte durée maintenu à 3,4 M€ malgré la réduction du nombre d'agences gérées en succursales. L'activité franchiseur est en lien avec la croissance du réseau.

La présentation du chiffre d'affaires du premier semestre 2006 a été corrigée du montant du chiffre d'affaires internet (0,6 M€) réalisé par le réseau de franchisés. Cette correction est sans incidence sur le résultat d'exploitation et le résultat net du premier semestre 2006. Précisons également que ce changement de mode de comptabilisation avait été pris en compte dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006.

Résultats :

(en millions d'euros)	1er semestre 2006	1er semestre 2007	Variation
Résultat d'exploitation	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2
Résultat financier	- 0,1	- 0,1	-
Résultat net part du groupe	- 0,1	+ 0,2	+ 0,3

Le résultat d'exploitation s'élève à + 0,3 M€ contre + 0,1 M€ au premier semestre 2006.

Le résultat net du premier semestre 2007, d'un montant de + 0,2 M€, est en progression par rapport au premier semestre 2006.

Ce résultat positif dès le premier semestre, s'explique notamment par l'accroissement net des Services du Franchiseur, l'amélioration de la qualité du réseau et l'ouverture de nouvelles franchises.

Stratégie et perspectives :

Les performances réalisées confortent le groupe dans les axes de développement qu'il s'est choisi :

- Une meilleure gestion du réseau actuel :
renforcement de la présence du franchiseur dans le réseau,
prévention accrue des risques liés aux franchisés et
mise en place d'un formateur itinérant pour l'aide à l'optimisation des parcs des franchisés.
- Un positionnement de loueur à petits prix qui a été réaffirmé grâce à une efficace campagne publicitaire télévisuelle.
- Le développement du site Internet marchand
- La recherche de chiffre d'affaires supplémentaire par :
 - l'extension du réseau (+18 nouvelles agences au cours de ce premier semestre 2007).
 - le développement de la franchise Holiday Bikes
 - des partenariats avec d'autres enseignes.

Informations sur la société-mère

(en référentiel français).

Le compte de résultat de la société-mère pour le premier semestre 2007 fait ressortir un bénéfice de 387 K€ contre un bénéfice de 145 K€ en 2006. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 s'établit à 6,1 M€ contre 5,5 M€ au premier semestre 2006.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ADA relatifs à la période du 1er janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité des comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-seine, le 26 juillet 2007.
Les Commissaires aux Comptes

A.C.E.
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE
Alain Auvray .

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Gérard.

0712533